



Pour gagner plus... Lutter plus !

Comme pour tous les Français, la vie des habitants de Montreuil est de plus en plus dure. Le chômage et la précarité augmentent, les produits de la vie courante deviennent inaccessibles. Les loyers, y compris ceux du logement social, grimpent plus vite que les salaires et pensions, tandis que la fourniture en énergie, que ce soit l'électricité ou le gaz, devient un luxe que nombre de familles de notre quartier ont du mal à s'acquitter.

Les Montreuillois attendent de la municipalité un appui, un soutien devant les ravages de la politique conduite par Sarkozy. Ils ont besoin d'élus qui luttent à leur côté, qui freinent dans leur application les mauvais coups du gouvernement Fillon. Or, ce n'est pas en anticipant la loi Boutin sur le logement social, qu'on s'y oppose. Ce n'est pas en procédant à des diminutions de personnel dans les centres de santé, qu'on fait barrage à la liquidation du service public de soins.

Car les coups pleuvent ! Tous les pans de la société sont attaqués : logement, santé, école, université, travail, emploi, repos hebdomadaire, défense nationale... rien n'échappe à la boulimie dévastatrice de Sarkozy. La crise économique et financière qui a explosé sur le devant de la scène, est révélatrice des choix de la droite : l'argent surgit des caisses qui étaient soi-disant vides, et coule à flot pour le grand patronat de la finance et de l'industrie : 360 milliards d'euros, sans contrepartie ! La valse des milliards continue avec un bonus pour l'automobile : 6 milliards d'euros. Pour quoi faire ? Pour préserver la rentabilité de cette industrie ! Mais, qui dit rentabilité, dit pression sur les salaires et l'emploi, dit aussi, dégager des ressources pour les sacro-saints dividendes des actionnaires. Une relance par la consommation ? Pour Parisot et Sarkozy, il n'en est pas question !

Il y a des raisons multiples d'exprimer sa colère et son ras-le-bol. Déjà les syndicats et le monde du travail ont manifesté avec force le 29 janvier et ils se sont à nouveau donné rendez-vous le 19 mars prochain. A tous les niveaux, les résistances doivent s'organiser, les débats doivent avoir lieu pour convaincre que la résignation ne doit pas être à l'ordre du jour comme en témoigne les victoires dans les Antilles, et que les luttes peuvent faire reculer ce gouvernement. Les militants et les élus communistes sont disponibles pour cela. Ils appellent au rassemblement de toutes les forces de gauche pour s'opposer fermement à la casse de notre pays et tracer une perspective d'avenir.

Europe

UN FRONT DE GAUCHE POUR CHANGER D'EUROPE

Les élections européennes du 7 juin 2009 représentent une étape dans la **résistance** à la politique de Sarkozy et pour **construire** une Europe sociale, démocratique et pacifiste.

En 2005 nous avons dit **NON à l'Europe de la concurrence libre et non faussée**. NON à l'Europe des technocrates, du dumping social et fiscal, de la dictature de la banque européenne, de l'alignement sur l'OTAN.

En 2009, nous voulons construire une autre Europe débarrassée des dogmes libéraux.

C'est l'objectif du **front de Gauche**, initié par le **PCF, Le Parti de Gauche, et d'autres personnalités de progrès, syndicalistes, responsables associatifs, qui ont décidé de rejoindre ce rassemblement**.

Pour vous informer, donner votre point de vue, nous invitons les habitants du quartier à une **rencontre-débat**



Le Zenith plein à craquer pour le lancement du front de Gauche le 8 mars

MERCREDI 8 AVRIL 2009

A 19 h

**SALLE PIERRE MENDES FRANCE
(59 rue de la Solidarité)**

Avec la participation de candidates et candidats de la liste



Le logement social est en danger.

La loi Boutin, si elle est appliquée, va avoir des conséquences dramatiques pour des milliers de familles. Elle installe une précarité locative pour les locataires solvables par la baisse des plafonds de ressources et des contrats de trois ans non renouvelables, ou encore les surloyers pour les familles le moins en difficulté.

Conséquence : la mixité sociale est purement et simplement abandonnée.

Les nouvelles règles de mise en œuvre des surloyers vont ghettoïser comme jamais les ensembles de logements sociaux. Elles visent à pousser de nombreuses familles qui ne le souhaitent pas forcément, à s'engager dans l'accession à la propriété au moment même où la crise financière conduit à la hausse des taux d'emprunt et à une attitude plus drastique des banques.

Aujourd'hui en France, se loger et se maintenir dans son logement, est un véritable parcours du combattant. Pour pallier les manques financiers de l'Etat et la faiblesse du nombre de constructions véritablement sociales, le gouvernement organise le détournement des fonds du 1% logement.

Les hausses de loyers et des charges deviennent insupportables pour de nombreuses familles qui voient leur pouvoir d'achat régresser. Les difficultés s'accumulent et la misère progresse.

Le plein emploi, l'augmentation des salaires, des pensions et des retraites sont la seule réponse concrète et immédiate pour faire face à ces difficultés.

Que l'on habite une cité ou non, les conditions de vie des habitants de notre quartier, par leur impact sur nos relations de voisinage, ne doivent pas nous laisser indifférents. La cohabitation, la mixité des couches sociales, le mélange des cultures est une richesse qui nous apprend à vivre ensemble.

LA LOI BOUTIN VA À CONTRE SENS DE TOUT CELA ET C'EST POURQUOI NOUS VOUS APPELONS À SIGNER MASSIVEMENT LA PÉTITION DEMANDANT LE RETRAIT DE CETTE LOI.